

**Conseil économique et social**

Distr. générale
18 octobre 2012
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2013
21-30 janvier et 8 février 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Society Studies Centre	3
2. Soroptimist International	5
3. South Asia Partnership International	7
4. Stichting Rutgers WPF	9
5. SustainUS.....	11
6. Talented Girl Students Trust.....	13
7. Fondation turque pour la lutte contre l'érosion du sol, pour le reboisement et pour la protection des habitats naturels	14
8. Fondation UMUT	16
9. United Methodist Church – General Board of Global Ministries	17
10. Association chinoise pour les Nations Unies	20
11. Universal Networking Digital Language Foundation.....	22
12. Fédération pour la paix universelle	24



13.	Vikash.	26
14.	Virginia Gildersleeve International Fund	26
15.	VIVAT International	29

1. Society Studies Centre

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Le Society Studies Centre a été constitué en 2003 et enregistré au Soudan. Il œuvre dans le domaine du développement social, de la paix sociale et des droits de l'homme.

Objectifs et mission de l'organisation

Les objectifs et la mission du Society Studies Centre sont les suivants :

- a) Promouvoir le développement de la société et faire en sorte d'instaurer et de favoriser la paix sociale et la sécurité;
- b) S'intéresser au développement durable, ainsi qu'aux droits de l'homme et à la prospérité, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables, comme les femmes et les enfants;
- c) Parvenir à l'harmonie sociale, faire de la réinsertion une réalité et améliorer la situation des personnes touchées par la guerre, les déplacements et les conflits;
- d) Axer son action sur le patrimoine social, culturel et religieux, les ressources permettant de faire face aux complexités de la pauvreté et de ses répercussions et la régénération de l'environnement, en mettant au point des mesures et politiques efficaces, et se pencher sur l'avenir des phénomènes sociaux en étudiant l'évolution de la société;
- e) Développer les potentiels et les ressources des institutions et entités locales et nationales et faire état de leurs efforts de développement de la société et des individus.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au nombre des contributions de l'organisation à des activités des Nations Unies ont figuré :

- a) Une évaluation sur les familles d'accueil, 2009;
- b) Un rapport sur les enfants et le conflit armé au Darfour, 2009;
- c) Une étude sur le chômage et l'abandon scolaire dans l'État de Khartoum, 2009;
- d) Un séminaire sur les questions ayant trait aux enfants handicapés, organisé par le Centre en collaboration avec le Child Rights Monitor et l'ambassade des Pays-Bas le 11 novembre 2009;
- e) La création du Sudan Human Rights Information Gateway (www.shrig.org), projet relatif aux droits de l'homme sur Internet;
- f) La collaboration du Centre avec les parties prenantes pour donner suite aux recommandations figurant dans l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme sur le Soudan;

g) La formation, la sensibilisation et l'éducation aux questions de droits de l'homme et l'établissement de rapports périodiques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008

Soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme (3-5 septembre, Paris);

Des représentants du Centre ont assisté à la neuvième session du Conseil des droits de l'homme (8-24 septembre, Genève) et présenté une déclaration écrite.

2009

Dixième session du Conseil des droits de l'homme (2-27 mars, Genève);

Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (20-24 avril, Genève);

Des représentants du Centre ont assisté à la onzième session du Conseil des droits de l'homme (2-19 juin, Genève), soumis une déclaration écrite au titre du point 3 de l'ordre du jour (Transition vers la démocratie au Soudan) et fait une déclaration orale;

Des représentants du Centre ont assisté à la quatrième Réunion des États Parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, sur le thème de l'accès à l'emploi et de la coopération internationale (7-9 septembre, New York).

2010

Des représentants du Centre ont assisté à la treizième session du Conseil des droits de l'homme (1^{er}-26 mars, Genève) et présenté une déclaration écrite au titre du point 3 de l'ordre du jour (Élections générales au Soudan);

Des représentants du Centre ont assisté à la quinzième session du Conseil des droits de l'homme (13 septembre-1^{er} octobre, Genève) et présenté une déclaration écrite.

2011

Quarante-neuvième session de la Commission du développement social de l'ONU (9-18 février, New York);

Cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (22 février-14 mars 2011, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York);

Des représentants du Centre ont assisté à la seizième session du Conseil des droits de l'homme (28 février-25 mars, Genève) et présenté une déclaration écrite;

Des représentants du Centre ont assisté à la dix-septième session du Conseil des droits de l'homme (30 mai-17 juin, Genève) et présenté une déclaration écrite;

Des représentants du Centre ont assisté à la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme (12-30 septembre, Genève) et ont présenté une déclaration écrite;

Quatrième session de la Conférence des États Parties (7-9 septembre 2011, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York).

Coopération avec des entités des Nations Unies

- Le Society Studies Centre a publié une étude sur les enfants participant à des courses de chameaux en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance en 2008.
- Le Centre a participé à toutes les activités menées par la Mission des Nations Unies au Soudan et assisté aux réunions organisées par l'expert indépendant.

2. Soroptimist International

Statut consultatif général : 1984

Introduction

Soroptimist International, qui mène notamment une action de sensibilisation et compte 90 000 membres dans 125 pays, axe ses travaux sur des thèmes prioritaires identifiés par les Nations Unies.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2010, Soroptimist International a commencé à axer son action sur l'éducation, l'autonomisation et la création de conditions propices en vue d'améliorer la vie des femmes et des filles, s'alignant ainsi sur les priorités du Conseil économique et social. L'organisation mène une action de sensibilisation aux activités des Nations Unies par le biais de son site Web, des médias sociaux et de bulletins électroniques mensuels et publie des articles de sensibilisation aux droits des femmes et à leur développement. En décembre 2011, l'organisation disposait de représentants permanents dans six centres de l'Organisation des Nations Unies, à savoir New York, Vienne, Genève, Rome, Paris et Nairobi.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Entre 2008 et 2011, Soroptimist International a établi 15 déclarations et en a coétabli 56 autres et dirigé ou codirigé 45 groupes de travail. Ses représentants ont assisté aux cinquante-deuxième, cinquante-troisième, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme, coorganisant des manifestations parallèles sur des thèmes tels que le microcrédit et l'éducation. L'organisation a assisté aux soixante et unième, soixante-deuxième, soixante-troisième et soixante-quatrième Conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales à Paris, au Mexique, en Australie et en Allemagne, coorganisant des ateliers sur les mines terrestres et la santé des femmes. Elle assiste chaque année aux réunions de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (Vienne), du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (Rome) et du Conseil d'administration de l'UNESCO (Paris).

Autres faits marquants

2008

Initiative mondiale de lutte contre la traite des êtres humains (Vienne, 13-25 février);

Trente-deuxième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, République dominicaine, 9-13 juin;

Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis des changements climatiques et des bioénergies (Rome, 3-5 juin).

2009

Réunion du Conseil de la Conférence des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (Bangkok, 23-25 février);

Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (Paris, 5-8 juillet);

Huitième Conférence régionale africaine sur les femmes (Banjul, 16-20 novembre).

2010

Conseil économique et social, débat de haut niveau (New York, 28 juin-2 juillet); la déclaration intitulée « Mise en œuvre des objectifs et engagements convenus au niveau international pour ce qui a trait à l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme » a été distribuée;

Forum de la société civile pour le développement, Organisation internationale du Travail (Genève, 30 septembre-1^{er} octobre). Intervention orale sur les femmes et le développement durable;

Célébration de la Journée mondiale de l'alimentation (Rome, 16 octobre). Présentation sur le rôle joué par Soroptimist International dans l'élimination de la faim.

2011

Conseil économique et social, débat de haut niveau (Genève, 4-8 juillet). Des déclarations orales et écrites ont été présentées sur la mise en œuvre des objectifs et engagements convenus au niveau international pour ce qui a trait à l'éducation;

Le représentant de Soroptimist International à l'ONU a reçu un financement du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour assister à la consultation sur la participation des principaux groupes et parties prenantes à la Conférence Rio +20 et le rôle de la société civile dans l'établissement du programme de développement durable (Bonn, 1^{er} septembre).

Coopération avec des entités des Nations Unies

L'organisation Soroptimist International a soutenu la Campagne pour le milliard d'affamés chroniques, Dites NON – Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, 16 jours de mobilisation contre la violence sexiste et la Campagne du Ruban bleu, est membre de « Stop the Traffik » et s'est associée à la campagne de réforme architecturale de l'égalité des sexes en 2009. Elle a coordonné

une manifestation parallèle à la trente-septième session de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les femmes dans l'agriculture, le microcrédit, la propriété foncière et les coopératives, en juin 2011.

Les contributions écrites de l'organisation ont porté, pour le Comité sur les organisations non gouvernementales du Conseil exécutif de l'UNESCO, sur l'impact social et humain des migrations internationales, en mars 2011; pour l'UNESCO, sur la décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde, en mai 2010; pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), sur la discrimination contre les femmes, en mai 2010; pour le HCDH, également, sur la protection des droits de l'enfant dans le contexte des migrations, en mai 2010; et sur les travaux du Sommet sur la consultation mondiale de la société civile pour les objectifs du Millénaire pour le développement +10 en mai 2010.

Soroptimist International a siégé aux comités suivants : 2009-2012 : Comité de liaison ONG-UNESCO; 2010-2011 : Groupe spécial de représentants d'ONG internationales, FAO. 2010-2011: Groupe de travail d'ONG sur l'enseignement et l'apprentissage des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les projets de Soroptimist International font progresser de nombreux objectifs du Millénaire pour le développement : en 2009-2010 en République de Moldova, 120 élèves de pensionnat ont reçu une formation aux aptitudes à la vie quotidienne et 20 survivants de la traite d'êtres humains et de la violence familiale ont bénéficié d'une aide à la réinsertion (objectifs n^{os} 2 et 3). Entre 2007 et 2011, en Sierra Leone, l'organisation a aidé 129 jeunes mères à terminer leurs études ou une formation professionnelle, et réconcilié 48 enfants des rues avec leur famille (objectifs n^{os} 2, 3, 4 et 5). Les clubs Soroptimist travaillent sur des milliers de projets de services au niveau local dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 1 à 7.

3. South Asia Partnership International

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

South Asia Partnership International est une organisation régionale du Sud qui œuvre en faveur de la démocratie, de la paix et de la gouvernance en Asie du Sud par le biais des sociétés civiles du Bangladesh, de l'Inde, du Népal, du Pakistan et de Sri Lanka. Constituée et enregistrée en octobre 1995, elle fait partie intégrante de la société civile d'Asie du Sud. Par le biais de partenariats nationaux en Asie du Sud, elle collabore avec la société civile mondiale. Elle comprend des organisations partenaires d'Asie du Sud au Bangladesh, au Népal, au Pakistan, à Sri Lanka et au Canada. South Asia Partnership International a été établie pour coordonner et promouvoir le réseau de partenaires existant en Asie du Sud. L'organisation tire sa force de partenaires nationaux d'Asie du Sud qui ont une vaste expérience de la collaboration avec les populations pauvres et marginalisées dans leurs pays respectifs en vue de l'élimination de la pauvreté et de tous les types d'exploitation.

Dans les situations les plus complexes, South Asia Partnership International s'efforce de faire entendre la voix des populations pauvres et marginalisées de la région dans les instances nationales et internationales et s'emploie à renforcer la démocratie et la gouvernance, la paix et la sécurité commune.

Objectifs et mission de l'organisation

Vision : un peuple d'Asie du Sud libéré de la pauvreté et du dénuement, vivant dans la dignité et la paix et bénéficiant de la justice sociale.

Mission : faciliter l'action collective de la société civile pour assurer le respect des droits et la prospérité des populations dans une Asie du Sud pacifique.

But : une société civile dynamique militant et agissant en coopération dans toute l'Asie du Sud de façon à améliorer concrètement le développement humain et la sécurité commune.

Contribution à des activités des Nations Unies

South Asia Partnership International concentre actuellement toute son attention sur la question des violences faites aux femmes en politique et la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la gouvernance démocratique en Asie du Sud.

Afin de traiter des questions des violences faites aux femmes et de la prise en compte de cette problématique, South Asia Partnership International a mis sur pied de nombreux programmes de sensibilisation régionaux et nationaux. De nombreuses femmes politiques, actives aussi bien à l'échelle locale qu'au niveau parlementaire, des juges, des membres de commissions électorales, des avocats et des représentants d'organisations de la société civile, y compris les médias représentés dans les programmes, font entendre leur voix sur la question et sur les lois et pratiques ne tenant pas compte de la problématique hommes-femmes en écrivant des articles et des argumentaires sur divers questions, programmes et événements. L'organisation a adopté pour stratégie la rationalisation de ses interventions concernant les femmes en politique, les violences faites aux femmes en général et en politique en particulier et la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la gouvernance démocratique à tous les niveaux. En vue de promouvoir cette prise en compte en Asie du Sud, des forums publics et des programmes nationaux aussi bien sur cette question que sur les violences faites aux femmes en politique ont vu le jour, l'objectif étant de sensibiliser les parties prenantes nationales et régionales.

South Asia Partnership International a mené des études et examiné les législations et politiques nationales en Asie du Sud relatives aux femmes en politique, aux violences faites aux femmes en politique et à la non-prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la gouvernance démocratique. En s'appuyant sur les études de la situation actuelle en Asie du Sud, elle a formulé des recommandations sur les politiques et lois qui devraient être intégrées dans les futures constitutions, textes de loi et politiques en Asie du Sud. La dernière version d'un plan d'action commun a été établie en vue d'étudier des domaines de collaboration entre les différentes parties prenantes pour influencer les instruments internationaux et la Charte sur une démocratie tenant compte de la problématique hommes-femmes, les violences faites aux femmes en politique et des perspectives de gouvernance démocratique tenant compte des sexospécificités afin de

promouvoir une véritable participation des femmes à la vie politique, en toute sécurité.

Coopération avec des entités des Nations Unies

South Asia Partnership International a organisé avec succès une manifestation parallèle sur les violences faites aux femmes en politique, qui a eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, le 6 mars 2010. Les participants se sont félicités des informations fournies et de la présentation sur les violences faites aux femmes en politique et ont déclaré vouloir agir pour résoudre ces problèmes. South Asia Partnership International a mis en place un projet financé par le Fonds des Nations Unies pour la démocratie sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la gouvernance démocratique au cours de cette période, afin de promouvoir ce type de gouvernance en Asie du Sud en : a) évaluant les politiques nationales et en surveillant les pratiques des institutions démocratiques et des fonctionnaires au Népal, au Bangladesh et au Pakistan; b) en organisant au niveau national des débats et des dialogues sur les politiques et les pratiques des principaux partis politiques et des institutions publiques; c) en recueillant le point de vue des communautés sur les questions d'exclusion liées au sexe, de violences faites aux femmes en politique et de prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la gouvernance démocratique; d) en mettant au point des programmes, des stratégies et des mesures permettant de lutter contre les pratiques non démocratiques ne tenant pas compte de cette problématique. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a participé aux programmes régionaux organisés pour lutter contre les violences faites aux femmes en politique et la non-prise en compte des sexospécificités dans la gouvernance démocratique en fournissant des articles sur les questions.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

South Asia Partnership International soutient la réalisation de l'objectif n° 3, cible 3.A des objectifs du Millénaire pour le développement par le biais de son programme sur les violences faites aux femmes en politique et la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la gouvernance démocratique en Asie du Sud.

4. Stichting Rutgers WPF

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Stichting Rutgers WPF s'efforce d'atteindre ses objectifs par une action de sensibilisation, la formation, la mobilisation de ressources, la diffusion d'informations, la fourniture de services et la recherche. Stichting Rutgers WPF travaille dans les pays à revenus faible et intermédiaire, mais aussi aux Pays-Bas.

Changements notables à signaler

En février 2011, Rutgers WPF a été certifiée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Le système de gestion de la qualité de Rutgers WPF a été

officiellement approuvé par Lloyds Register Quality Assurance Ltd., comme étant conforme à la norme ISO 9001 en 2008.

Contribution à des activités des Nations Unies

Rutgers WPF entend mettre en œuvre le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui fait partie du programme de développement des Nations Unies. Toutes les activités entreprises contribuent à la réalisation de ce programme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008 : a assisté à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (25 février-7 mars) et à la réunion de haut niveau sur le VIH/sida (New York, 10-11 juin).

2009 : a assisté à la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement (New York, 30 mars-3 avril). A présenté deux déclarations écrites et est intervenue en session plénière.

2010 : a assisté à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 1^{er}-12 mars). A signé deux déclarations écrites et est intervenue en séance plénière; a assisté aux auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les ONG, les organisations de la société civile et le secteur privé (New York, 14-15 juin); a assisté à la quarante-troisième session de la Commission de la population et du développement (New York, 12-16 avril). A présenté deux déclarations écrites et est intervenue en séance plénière.

2011 : a assisté à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (22 février-4 mars) et présenté une déclaration écrite; a assisté à la quarante-quatrième session de la Commission de la population et du développement (New York, 11-15 avril). A présenté deux déclarations écrites et est intervenue en séance plénière; a assisté à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida (New York, 8-10 juin).

Coopération avec des entités des Nations Unies

UNICEF Pakistan : action de sensibilisation commune pour l'inclusion de l'enseignement des compétences nécessaires à la vie courante dans le programme national. Au Viet Nam, Rutgers WPF participe aux travaux du Reproductive Health Affinity Group, comprenant le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Rutgers WPF a collaboré avec l'UNESCO pour le document intitulé « Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle », qui a été publié en décembre 2009, et a participé à sa promotion. En Indonésie, Rutgers WPF a collaboré avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) à l'élaboration d'un document de réflexion pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. En Chine, Rutgers WPF a effectué un travail de consultation pour l'OMS sur la politique de santé des adolescents.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Rutgers WPF a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en dispensant un enseignement complet sur la sexualité à 2 786 000 jeunes, en formant 15 530 enseignants et conseillers pour leur permettre de dispenser cet enseignement et en soutenant 12 440 victimes de violences. Au cours de la période considérée, Rutgers WPF a travaillé en Indonésie, au Pakistan, au Viet Nam, en Thaïlande, en Afrique du Sud, en Ouganda et au Kenya avec de nombreuses organisations partenaires, y compris les gouvernements, afin d'obtenir ces résultats. Chaque année, Rutgers WPF organise le lancement du rapport du FNUAP sur l'*État de la population mondiale* aux Pays-Bas. Chaque année, au cours de la période 2008-2011, Rutgers WPF a organisé aux Pays-Bas une campagne autour de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 5 ayant trait à la fête des mères, appelée « Nuit des mères ». Cette idée a été reprise par plusieurs pays européens et le Pakistan.

Renseignements complémentaires

En 2011, Rutgers WPF a reçu un prestigieux prix international pour l'excellence de ses travaux et ses innovations en matière d'éducation sexuelle.

5. SustainUS

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

SustainUS est une organisation à but non lucratif n'adoptant pas de position partisane de jeunes œuvrant en faveur du développement durable et de l'autonomisation de la jeunesse aux États-Unis d'Amérique.

Contribution à des activités des Nations Unies

SustainUS, par le biais du programme Agents of Change (acteurs du changement), envoie des délégations de jeunes Américains dans les conférences des Nations Unies dans le but de renforcer les capacités des jeunes sur le plan international, de sensibiliser l'opinion publique nationale au développement durable et de faire progresser la politique internationale sur la voie du développement durable. SustainUS facilite également les partenariats internationaux de jeunes afin de faire en sorte que les jeunes participent davantage à la promotion des politiques de développement durable. D'anciens acteurs du changement de SustainUS ont créé ou soutenu l'élaboration de programmes, y compris l'Indian Youth Climate Network, l'International Youth Climate Movement, le Major Group of Children and Youth, Nepalese Youth for Climate Action, Caribbean Youth Environment Network et la coalition de jeunes Chinois et Américains en matière de climat.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008 : des représentants de SustainUS ont assisté à la quarante-sixième session de la Commission du développement social (New York, 6-15 février) et présenté une déclaration du Forum des jeunes et un document sur la promotion du plein emploi et d'un travail décent pour tous, et ont participé à la seizième session de la

Commission du développement durable (New York, 5-16 mai) et à la quatorzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Poznan (Pologne), 1^{er}-12 décembre).

2009 : des représentants de SustainUS ont assisté à la quarante-septième session de la Commission du développement social (New York, 4-13 février), à la dix-septième session de la Commission du développement durable (New York, 4-15 mai), à la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Danemark, 7-18 décembre) et ont organisé une manifestation parallèle sur la voix des jeunes en faveur de la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts. Ils ont également présenté une déclaration conjointe de la Chine, de l'Inde et des États-Unis et une lettre destinée à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques concernant la participation de la jeunesse.

2010 : des représentants de SustainUS ont assisté à la quarante-neuvième session de la Commission du développement social (New York, 9-18 février), à la dix-huitième session de la Commission du développement durable (New York, 3-14 mai), au cours de laquelle ils ont présenté une déclaration sur les transports durables au nom de la jeunesse, à la dixième Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité biologique (Nagoya, 18-29 octobre), où SustainUS a présenté l'exposé introductif de la jeunesse, et à la sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Mexique, 29 novembre-10 décembre).

2011 : Des représentants de SustainUS ont assisté à la cinquantième session de la Commission du développement social (New York, 1^{er}-10 février), à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 22 février-4 mars); à la dix-neuvième session de la Commission du développement durable (New York, 2-13 mai), présenté une proposition de gestion des déchets et organisé une manifestation parallèle sur la voix de la jeunesse citoyenne pour l'établissement de liens entre la science et la politique; ils ont également assisté à la dix-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Afrique du Sud, 28 novembre-9 décembre).

Coopération avec des entités des Nations Unies

En 2009, SustainUS a été priée par les Nations Unies d'enregistrer ses idées pour les délégués participant à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. Des représentants des acteurs du changement de SustainUS ont par conséquent réalisé une vidéo pour les Nations Unies. En 2009 également, les jeunes présents lors de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont obtenu le statut de groupe d'intérêt et ont ainsi vu leur groupe d'organisations officiellement reconnu. SustainUS a parrainé la demande de reconnaissance et contribué à la soumettre, et a également parrainé l'un des deux interlocuteurs auprès du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Depuis lors, trois autres anciens de SustainUS ont servi d'interlocuteurs.

En 2010, le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a élaboré son propre guide sur la participation des jeunes au processus de négociation de la Convention. Le document comportait de nombreuses photographies prises par des membres de SustainUS et présentait les

travaux de l'organisation. Des membres de SustainUS ont également siégé au Conseil consultatif de la jeunesse du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

SustainUS a travaillé activement pour favoriser la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 7 : préserver l'environnement, principalement en militant pour des politiques plus efficaces à la fois aux niveaux national et international. L'organisation a notamment :

- a) Mis en place un réseau permettant de faire connaître aux citoyens américains les politiques mises au point par la Convention-cadre sur les changements climatiques en 2009 et 2010 et de faciliter leur participation;
- b) Produit des vidéos, comme « 2020: It's too late to wait » (2020 : trop tard pour attendre) afin d'appeler le Sénat des États-Unis à s'intéresser aux changements climatiques;
- c) Fait connaître les manifestations organisées par les Nations Unies dans le domaine de l'environnement en publiant des communiqués de presse et des centaines d'articles et de billets sur des blogs, y compris des articles dans les médias internationaux;
- d) Examiné avec le Département d'État des États-Unis ses stratégies en matière de développement durable.

6. Talented Girl Students Trust

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Le Talented Girl Students Trust a été fondé en mai 1984 au Pakistan pour aider les filles souhaitant poursuivre des études supérieures.

Coopération avec des entités des Nations Unies

Pour des raisons de sécurité, les représentants locaux des entités des Nations Unies vivent dans un environnement aseptisé et ne peuvent facilement participer à des initiatives menées en coopération. Il est également difficile pour les ONG d'assumer la responsabilité de la sécurité du personnel des Nations Unies (en particulier s'il s'agit d'étrangers) lors de visites sur le terrain.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation sont sensiblement identiques à celles des années précédentes, mais l'attention reste concentrée sur l'éducation (du niveau primaire au niveau universitaire) des filles issues de familles pauvres. C'est une vraie satisfaction de voir que plusieurs des filles qui ont pu faire des études ont désormais un emploi rémunéré et subviennent aux besoins de leur famille. Le Trust n'a pas pu entreprendre de nouveau projet d'approvisionnement en eau par manque de fonds,

mais il a pris deux nouvelles mesures d'atténuation de la pauvreté au cours des trois dernières années :

a) Le Trust a mis en place un tandoor (structure servant à la fabrication du pain) dans la banlieue de Sihala, à Islamabad, qui permet de vendre le pain aux populations pauvres au prix de 2 roupies, contre 5 au prix du marché;

b) L'organisation est intervenue avec succès auprès de l'Employees Old Age Benefit Institution pour qu'elle accorde des pensions de vieillesse aux veuves d'ouvriers d'usine. La pension varie de 3 000 à 5 000 roupies par mois, en fonction de l'ancienneté de l'ouvrier. Il faut ajouter que de nombreuses veuves ne connaissent pas leurs droits ou éprouvent des difficultés face aux formalités administratives. Le Trust entend poursuivre ses efforts dans ce sens.

7. Fondation turque pour la lutte contre l'érosion du sol, pour le reboisement et pour la protection des habitats naturels

Statut consultatif spécial : 2004

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période considérée, la Fondation a conservé son statut d'ONG accréditée auprès de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et poursuivi son partenariat avec le PNUE et le Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE.

La Fondation a également poursuivi son partenariat avec le projet Drynet (première phase, 2006-2009, et seconde phase, 2011-2013). Le projet Drynet est axé sur le renforcement des réseaux de la société civile pour remédier aux problèmes de la dégradation des terres arides et de la pauvreté dans le cadre des plans stratégiques de développement, avec la participation de 15 ONG d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine. Ce projet a comporté en 2008 :

Un séminaire sur la société civile dans la lutte contre la désertification (Antalya (Turquie), 18-20 avril), qui visait à informer les ONG locales des processus de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et a débouché sur la prise de mesures communes permettant la mise en œuvre de la Convention;

Une approche stratégique de la lutte contre la désertification à Istanbul, le 18 octobre, à Hatay, le 24 octobre, et à Ankara (Turquie), le 28 octobre. La Fondation a contribué activement à la seconde communication nationale de la Turquie à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et au Plan d'action national sur les changements climatiques ainsi qu'à la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la désertification de la Turquie.

La Fondation est membre du Comité national de coordination de la lutte contre la désertification et fait pression pour que les ONG soient membres du Comité de coordination de l'action contre les changements climatiques. Elle a continué à jouer son rôle de premier plan dans la célébration de la Journée de la lutte contre la désertification.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008 : Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, septième réunion du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention et première session extraordinaire du Comité de la science et de la technologie (Istanbul (Turquie), 3-14 novembre). Manifestations parallèles : 6 novembre 2008, projet Drynet sur les populations nomades et les biocarburants; 10 novembre 2008, Fondation turque pour la lutte contre l'érosion du sol, pour le reboisement et pour la protection des habitats naturels – Tradition d'occupation des sols en Anatolie et terrasses faites par l'homme dans différentes cultures, et Karapinar, expérience anatolienne de lutte contre la désertification; projet Drynet sur le rôle de la société civile dans le Plan stratégique décennal jusqu'à la neuvième Conférence des Parties.

2009 : Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Copenhague, 7-18 décembre).

2011 : Dix-septième réunion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, (Durban (Afrique du Sud), 28 novembre-9 décembre; dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (Changwon (République de Corée), 10-21 octobre).

Coopération avec des entités des Nations Unies

La Fondation a participé à l'Initiative relative au Pacte mondial. Elle a continué de soutenir la Campagne pour un milliard d'arbres du PNUE en 2008 et organisé des réunions avec l'UNESCO, la FAO et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

2009 : Cinquième Forum mondial de l'eau (Istanbul (Turquie), 16-22 mars 2009).

2008 : Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (Barcelone (Espagne), 5-14 octobre). Projection de documentaires et échange de meilleures pratiques.

2009 : La Fondation a organisé un atelier sur les effets des changements climatiques sur la dégradation des sols et les possibilités d'adaptation en agriculture dans le cadre de son projet soutenu par AirClim (Ankara, 17 avril 2009).

Pour contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, la Fondation :

- Coopère avec les organisations internationales : elle est membre de l'UICN, du Comité national turc de l'UICN, du Réseau action climat-Europe et du Partenariat mondial pour l'eau-Méditerranée et partenaire du Forum de l'environnement (2009-2011). Elle est membre du Conseil exécutif du Mediterranean Information Office for Education, Culture and Sustainable Development et du Bureau européen de l'environnement;
- A traduit et publié 10 ouvrages internationaux, y compris la série *L'État du monde* du Worldwatch Institute entre 2008 et 2011;

- A mené 10 projets de développement rural et de démonstration et planté près de 5 millions de jeunes arbres et 40 millions de glands de chêne dans le cadre de ses projets de reboisement entre 2008 et 2011. À titre d'exemple, le projet relatif à la création de solutions rationnelles pour la préservation des terres arides marginales (2009-2012), financé par Mitsui-co, se fonde sur une perspective intégrée du problème de la désertification et de la dégradation des sols en zone aride. Un autre exemple est le projet de préservation et d'utilisation durable des forêts des monts Kaçkar (2007-2011) qui vise à préserver les forêts naturelles, la diversité biologique et la culture unique de la région et à augmenter les revenus et renforcer le développement social des communautés;
- A poursuivi ses efforts de sensibilisation en menant des campagnes et mettant au point des programmes éducatifs visant les personnes ayant un effet multiplicateur important au sein de la société comme les enseignants, les officiers de l'armée, les membres du clergé et les bénévoles de la Fondation.

8. Fondation UMUT

Statut consultatif spécial : 2004

Objectifs et mission de l'organisation

La fondation a pour mission de faire en sorte que la jeunesse, garante de l'avenir, contribue au développement de la Turquie et au bien de l'humanité, en acquérant les traits de personnalité et les capacités requises pour diriger le pays conformément aux idées d'Atatürk, respecte la devise d'Atatürk, « Paix dans le pays, paix dans le monde », recourt à des méthodes pacifiques de règlement des différends, et dispose dans ce contexte des compétences nécessaires en matière de compromis et de maintien, voire d'amélioration de la paix.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation Umut a été à l'initiative de projets de loi et d'études visant à combiner la loi n° 6136 sur les armes à feu, les armes blanches et autres objets similaires, appliquée depuis 1953, et la loi n° 2521 sur la fabrication, les transactions et la possession d'armes de chasse, d'armes blanches et d'armes de tir sportif, appliquée depuis 1981, afin qu'elles relèvent du champ d'application de la Directive 91/477/AET et tiennent compte du processus d'adaptation à l'Union européenne en 2009, comme suite aux études menées sur la loi n° 6136 et aux activités de défense qui ont suivi et comporté la constitution de commissions d'experts et de juristes en 2003, avec la coopération de l'Association du barreau turc. Toutefois, du fait des élections, le projet est devenu caduc. La Fondation poursuivra ses études en se fondant sur la même approche au cours de la nouvelle année législative.

Depuis qu'elle a créé en 2009 le centre de recherche, la Fondation Umut y a recouru pour toutes ses recherches universitaires. L'objectif du centre est de devenir un institut de recherche disposant de suffisamment de sources d'information pour faire de la recherche et publier des ouvrages dans les domaines de la société, du droit et de la sociologie de la communication.

Dans les domaines de la législation et de la suprématie du droit, deux des principaux domaines d'activité de la Fondation, des colloques sur la question

destinés aux jeunes juristes, en particulier aux jeunes ciblés par la Fondation, sont organisés depuis 2009. Visant à mieux faire comprendre les notions de suprématie du droit et de règlement des problèmes à l'amiable, ces colloques, qui abordent un sujet différent chaque année, visent à établir un cadre offrant aux jeunes juristes, futurs responsables de l'application des lois, l'occasion de se réunir pour discuter et échanger des idées.

La Hope Foundation organise depuis 2007 des séminaires de médias locaux sur le thème du désarmement des individus et de la violence en Turquie, afin de faire en sorte que le quatrième pouvoir, à commencer par les médias locaux, aborde la question de la violence et de la possession individuelle d'armes avec un regard critique, conformément aux exigences de la profession. Les séminaires, auxquels ont assisté des membres des médias locaux des provinces centrales et des villes voisines, ont été organisés dans 11 de ces provinces et 59 de ces villes, dont Diyarbakır, Rize, Eskişehir, Hatay, Kars, Gaziantep, Konya, Muğla, İzmir, Zonguldak et Bandırma, l'objectif étant d'en organiser dans toute la Turquie. La Fondation a pu ainsi atteindre 750 membres de médias locaux.

Il est très important de soutenir l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les études sur les armes légères ainsi que de politiques sur le développement, la sécurité et les droits de l'homme, et de faire en sorte que les femmes participent davantage aux initiatives régionales et internationales concernant les armes légères. Le nombre de blessures de femmes dues à la possession et à l'utilisation abusive d'armes est inversement proportionnel à celui des blessures qu'elles subissent en tant que détentrices ou utilisatrices d'armes. Dans les régions où il n'y a pas d'affrontements, les femmes sont souvent blessées par balle par un ami, un mari ou un proche et il y a plus de risques qu'une arme gardée à domicile soit utilisée contre l'occupant de la maison que contre un intrus. Par conséquent, grâce aux contributions du réseau international d'action contre les armes légères et du consulat néerlandais, une réunion internationale sur les effets de la violence a été organisée afin d'appeler l'attention sur la problématique hommes-femmes en matière d'armement. La réunion visait à donner des informations aux militantes sur la question et à créer une structure sur la violence à l'égard des femmes en Turquie.

9. Église méthodiste unie – Conseil général des ministères globaux

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Le Conseil général des ministères globaux est l'entité chargée des missions de l'Église méthodiste unie dans le monde. Il œuvre auprès des populations pauvres et marginalisées afin de soulager leurs souffrances et de promouvoir la justice, la liberté et la paix. Il a pour principale mission de permettre aux fidèles de l'Église méthodiste unie de concrétiser leur amour grâce à des programmes intégrés qui soutiennent les moyens de subsistance durables, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement, l'éducation, le microfinancement, le développement des entreprises, les programmes d'alimentation supplémentaire et la sensibilisation. Il participe à des programmes et projets axés sur les femmes, les enfants et les jeunes aux États-Unis et dans le monde, par le biais de l'Organisation des femmes méthodistes unies qui regroupe les

femmes laïques de l'Église. Quelque 800 000 membres participent à des missions et des initiatives de sensibilisation dans le monde entier.

Objectifs et mission de l'organisation

Le Conseil général des ministères globaux fait le lien avec les membres de l'Église en mission, transforme les lieux et les individus en en faisant des disciples de Jésus-Christ pour faciliter la mission de Dieu dans le monde; renforce et développe les congrégations et communautés chrétiennes et leur donne un nouvel élan; soulage la souffrance humaine; et recherche la justice, la liberté et la paix.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Le Conseil général des ministères globaux, par le biais des Femmes méthodistes unies, a :

- Soumis un document à l'ONU sur les préoccupations des femmes vivant en zone rurale;
- Corédigé une déclaration d'ONG sur les femmes migrantes pour célébrer le quinzième anniversaire de la Conférence de Beijing;
- Conduit des délégations internationales dans le domaine des activités de la société civile au Mexique et en Suisse en 2010 et 2011, liées au Forum mondial sur la migration et le développement;
- Coorganisé, dans le cadre de manifestations parallèles, le forum des femmes de la société civile qui a débouché sur un groupe de travail concernant les femmes et la migration mondiale représentant toutes les régions du monde;
- Participé au colloque du Groupe mondial sur la migration à l'invitation de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et de l'UNICEF;
- Participé, lors du colloque sur la migration et les jeunes, aux travaux du groupe de travail chargé d'étudier les possibilités de développement sur le renforcement des contributions des jeunes migrants au développement. Le colloque a contribué à l'Année internationale de la jeunesse.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Commission de la condition de la femme
- Instance permanente sur les questions autochtones
- Forum mondial sur la migration et le développement – Journées de la société civile
- Commission du développement durable
- Réunion de haut niveau sur la jeunesse
- Débat thématique informel sur les migrations internationales et le développement

- Commission du développement social
- Auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec des représentants d'organisations non gouvernementales, d'organisations de la société civile et du secteur privé
- Conférence mondiale contre le racisme, célébration du dixième anniversaire
- Négociations sur le climat à Copenhague, 2009
- Conférences des Nations Unies sur le développement durable (« Conférence Rio +20 »), en tant qu'ONG accréditée

Coopération avec des entités des Nations Unies

Le Conseil, par le biais des Femmes méthodistes unies, a organisé, en collaboration avec ONU-Femmes, une manifestation parallèle à la session de 2011 de la Commission de la condition de la femme sur la Convention relative aux travailleuses et aux travailleurs domestiques de l'OIT. Il a organisé les activités de surveillance par la société civile de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, en partenariat avec la Mission permanente du Canada et le Global Network of Women Peacebuilders. Les conclusions et recommandations ont été présentées lors d'une table ronde pendant la célébration du onzième anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité la dernière semaine d'octobre 2011 à New York et mises à la disposition des États Membres de l'ONU, des institutions des Nations Unies, de la société civile et autres parties prenantes s'occupant des femmes, de la paix et de la sécurité. Pour célébrer la Journée internationale des femmes rurales et la Journée mondiale de l'alimentation, les femmes méthodistes unies et leurs partenaires ont organisé deux tables rondes sur le rôle des femmes vivant en milieu rural dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la suppression de la violence à l'égard des femmes. Plusieurs orateurs sont intervenus, parmi lesquels Aldijana Sisic, directrice de campagne de Tous unis pour mettre un terme à la violence à l'égard des femmes, Sharon Brennen-Haylock, attachée de liaison principale au bureau de liaison de la FAO auprès de l'Organisation des Nations Unies et Armanatha Nasir, Premier Secrétaire de la Mission permanente de la République d'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies. Ils ont examiné la question de la sécurité alimentaire au niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies. En partenariat avec Global Action on Ageing, défenseur de longue date des droits des personnes âgées, les Femmes méthodistes unies du Conseil ont organisé des réunions d'un groupe de travail à composition non limitée, l'objectif étant d'établir dans un avenir proche un traité concernant les droits de l'homme des personnes âgées.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Conseil œuvre sur le plan international en finançant directement les organisations de femmes du Sud s'employant à lutter contre la pauvreté, le sida, le paludisme et d'autres maladies. Le respect de l'environnement est une priorité de l'organisation et comprend l'éducation et la sensibilisation aux niveaux local, national et mondial. Le Conseil a participé aux négociations sur le climat à Copenhague et à la Conférence Rio +20. L'action du Conseil passe par le financement, le développement des qualités de dirigeant et la sensibilisation,

l'objectif étant de parvenir à l'égalité des sexes dans le monde. Le Conseil participe au développement économique mondial en fournissant un financement direct aux pays du Sud, en militant en faveur d'un financement du développement et en intervenant dans le domaine de la dette et du commerce. Il a facilité la diffusion d'informations concernant les objectifs du Millénaire pour le développement auprès des ONG et des populations autochtones des pays du Sud.

10. Association chinoise pour les Nations Unies

Statut consultatif général : 2000

Changements notables à signaler

L'Association chinoise pour les Nations Unies a fait de la formation offerte et des études réalisées par le système des Nations Unies une priorité et entend continuer de fournir un soutien intellectuel afin de renforcer les organismes des Nations Unies ainsi que les relations entre la Chine et ces derniers, et faire en sorte que les jeunes connaissent davantage les Nations Unies et leur action.

Contribution à des activités des Nations Unies

2008-2011 : l'Association a souvent organisé des conférences sur les Nations Unies et leur action en Chine. Des représentants ont fréquemment participé à des entretiens et ont publié de nombreux articles sur les Nations Unies dans différents médias. Cette action a permis de mieux faire connaître au public chinois la mission des Nations Unies. L'Association chinoise pour les Nations Unies a organisé son concours annuel national sur les connaissances en matière de droits de l'homme en 2008, 2009 et 2010, et a ainsi pu sensibiliser davantage le public chinois aux droits de l'homme. L'Association a organisé les cinquième, sixième, septième et huitième conférences nationales « L'ONU mise en scène » à Xiamen (2008), Beijing (2009), Chongqing (2010) et Changsha (2011) et soutenu des centaines d'activités menées dans le cadre de « L'ONU mise en scène ».

2008 : l'Association a organisé deux séminaires sur l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (Beijing, 21 juin et 12 août, respectivement) et deux autres sur la Chine et les Nations Unies (Beijing, 19 septembre et Shanghai, 18-20 novembre, respectivement); elle a également publié *United Nations: Towards a Harmonious World* (Beijing, septembre).

2009 : l'Association chinoise pour les Nations Unies a organisé un séminaire sur la diplomatie chinoise à l'ONU (Beijing, 4-5 juin); et a publié *China's United Nations Diplomacy* (Beijing, octobre).

2010 : l'Association a organisé des conférences tout au long de l'année sur les Nations Unies. Des représentants ont assisté à la réunion sur les changements climatiques (Beijing, 10-11 juin).

2011 : le 9 mars, l'Association a créé le réseau universitaire chinois d'études sur les Nations Unies à Beijing, de manière à améliorer les études concernant les Nations Unies. Elle a organisé deux séminaires universitaires pour célébrer le quarantième anniversaire du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies (Shanghai, 31 mai et Beijing, 25 juin, respectivement); coorganisé le quatrième Forum Lanting sur le même thème

(Beijing, 2 septembre); organisé le programme de renforcement des capacités des fonctionnaires internationaux, 2011, et un cours sur les droits de l'homme (Beijing, 11-18 juillet et 26-27 juillet, respectivement); organisé le second forum Chine-Japon-République de Corée sur le thème du partenariat entre les Nations Unies et l'Asie de l'Est (Chengdu, 24-27 septembre); coorganisé une table ronde sur les changements climatiques (New Delhi, 2 novembre); et coorganisé le deuxième colloque Dag Hammarskjöld (Beijing, 1^{er} décembre).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2009 : des représentants ont assisté à la quarante-septième session du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) (Paris, 29-30 janvier); et à la onzième session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (Genève, 2-19 juin).

2010 : des représentants ont assisté à la treizième session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (Genève, 15-19 mars); à la soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (Australie, 28 août-2 septembre); et à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (Cancun, 29 novembre-5 décembre).

2011 : des représentants ont assisté au colloque de haut niveau sur la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques organisé par le Département des affaires économiques et sociales (Beijing, 8-9 septembre); et à la cinquante et unième session du Conseil d'administration de l'UNITAR (Brazzaville, 21-22 novembre).

Coopération avec des entités des Nations Unies

2008-2011 : l'Association chinoise pour les Nations Unies et le système des Nations Unies en Chine ont organisé de concert chaque année en octobre la Journée des Nations Unies à Beijing.

2009 : l'Association et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida ont organisé conjointement la première Conférence des universités « L'ONU mise en scène » (Tianjin, 26 novembre).

2010 : l'organisation et les organismes des Nations Unies en Chine ont organisé de concert une table ronde sur les changements climatiques (Beijing, 28 octobre); et un banquet de bienvenue pour le Secrétaire général Ban Ki-moon (Beijing, 2 novembre).

2011 : l'organisation et les organismes des Nations Unies en Chine ont organisé de concert une conférence de Sir Richard Jolly, ancien Sous-Secrétaire général de l'ONU (Beijing, 12 janvier); et un colloque de célébration du quarantième anniversaire du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies (Chengdu, 19-20 septembre).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

2008-2011 : l'Association chinoise pour les Nations Unies a recueilli des fonds pour créer l'école primaire Huoshan à Jinping, comté pauvre de la Province du Yunnan dans le sud-ouest de la Chine en 2008. La construction de l'école a débuté

en octobre 2008 et s'est terminée en août 2010. L'école est dotée de toutes les installations nécessaires, y compris de salles de classe, de dortoirs, de toilettes, d'une cantine et d'un terrain de jeux.

2011 : l'Association a organisé, en coopération avec la China Wisdom Engineering Association, la Semaine chinoise pour les objectifs du Millénaire pour le développement (Beijing, décembre).

11. Universal Networking Digital Language Foundation (UNDLF)

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

L'Universal Networking Digital Language Foundation a pour mission de développer un langage universel de réseau, dispositif multilingue qui permet aux individus de surmonter les barrières de la langue entre les communautés ethniques et les pays. Cette initiative a été lancée par l'Institut des hautes études de l'Université des Nations Unies à Tokyo en 1996 et confiée à la Fondation par les Nations Unies en 2001. L'invention qu'est le langage universel de réseau a été brevetée au nom des Nations Unies afin qu'elle demeure inscrite au patrimoine de l'humanité. À ce jour, cinq brevets y afférents ont été accordés : deux par les États-Unis d'Amérique, un par la Chine et deux par le Japon. Ce sont les premiers brevets jamais accordés aux Nations Unies. Le langage universel de réseau est une interlingue destinée aux ordinateurs qui permet une traduction extrêmement efficace en plusieurs langues et offre des outils très perfectionnés pour la navigation dans les systèmes de gestion des connaissances. La mission et les objectifs à long terme de la Fondation sont de mettre au point et de diffuser toutes sortes de produits et de services multilingues concernant le langage universel de réseau.

Objectifs et mission de l'organisation

Développer et améliorer en permanence les principales ressources linguistiques du langage universel de réseau et le logiciel y ayant trait et les mettre à la disposition de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

La Fondation a pour objectif et devoir de promouvoir et développer le langage universel de réseau au nom des Nations Unies. Cette relation est officialisée par un accord signé en octobre 2005 avec les Nations Unies. Elle implique également de défendre les brevets relatifs à ce langage, qui sont sous sa garde au nom du Secrétaire général de l'ONU.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants ont participé à la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information (Genève, 17 mai 2008). Le Directeur de la communication de l'organisation a assisté au Forum sur la gouvernance d'Internet (Charm el-Cheikh (Égypte), 15-18 novembre 2009).

Coopération avec des entités des Nations Unies

Le 19 mai 2009, le Président de la Fondation a rencontré le nouveau recteur de l'Université des Nations Unies (UNU), Konrad Osterwalder. Le 23 février 2010, à Tokyo, une réunion plénière a été organisée entre le recteur de l'UNU et les représentants de la Fondation, dont le Président, le Vice-Président et l'un des membres du Conseil d'administration. Un partenariat à long terme a été établi en 2006 avec l'UNESCO pour la traduction de l'Encyclopédie des systèmes de soutien à la vie (EOLSS) en plusieurs langues. Plus grande encyclopédie en ligne au monde, avec plus de 120 000 pages sur le Web, et en évolution permanente, l'EOLSS porte sur l'environnement naturel par rapport au développement économique et social. L'important volume de connaissances qu'elle contient est développé sous les auspices de l'UNESCO.

Plusieurs réunions ont été organisées entre des équipes de la Fondation et la Division des politiques scientifiques et du développement durable de l'UNESCO. Une conférence spéciale a été organisée à Abou Dhabi entre les représentants de l'UNESCO, le Comité de l'EOLSS et la Fondation (20 novembre 2009). Le Président de la Fondation a organisé une réunion avec l'UNESCO le 22 mars 2010 pour examiner le projet de traduction de l'EOLSS et d'autres sujets d'intérêt mutuel.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif n° 3 : faciliter l'accès aux connaissances est un moyen de renforcer le rôle des femmes dans la société, de réduire la mortalité infantile et d'améliorer la santé maternelle. La plateforme multilingue de la Fondation est un puissant outil pour apporter une assistance technique aux communautés locales dans leur langue maternelle.

Objectif n° 7 : la traduction de l'EOLSS en plusieurs langues représente une contribution importante à la réalisation de cet objectif. L'Encyclopédie fournit une solide base de connaissances pour les activités futures visant à prolonger la vie de la race humaine dans un environnement adéquat. Un ensemble de connaissances complet et cohérent pour préserver la vie sur terre et garantir un développement durable est nécessaire.

Objectif n° 8 : grâce à la plateforme que constitue le langage universel de réseau, les peuples de différents horizons linguistiques peuvent communiquer entre eux dans leur langue maternelle, ce qui facilite l'échange de connaissances, la compréhension mutuelle, la solidarité et la coopération à des activités de développement communes.

Renseignements complémentaires

La Fondation a observé la Journée du multilinguisme le 21 février entre 2008 et 2011 (la Journée internationale de la langue maternelle a été proclamée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1999 et est observée depuis lors chaque année le 21 février).

12. Fédération pour la paix universelle

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

La Fédération pour la paix universelle est un réseau mondial regroupant plus de 100 000 individus et organisations dans 154 chapitres nationaux.

Objectifs et mission de l'organisation

La Fédération œuvre à la promotion de la paix par le biais du dialogue interconfessionnel, du développement humain, de l'élimination de la pauvreté, de la formation des dirigeants et de la mise en valeur des compétences nécessaires au rétablissement de la paix.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération a organisé les manifestations suivantes :

a) Trois conférences sur la coopération interconfessionnelle et la protection des droits et de la dignité de l'homme à l'Organisation des Nations Unies à Genève le 23 septembre 2008; au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York le 2 décembre 2009; et à l'Organisation des Nations Unies à Genève les 25 et 26 mars 2010;

b) Six conférences sur la paix, la sécurité et la réconciliation : New York, 18 mai 2009; Inde, 16 septembre 2009; Vienne, 31 décembre 2009; New York, 6 février 2010; Organisation des Nations Unies, 18 mars, 2010; et Inde, 3 novembre 2011;

c) Trois conférences sur les questions relatives aux femmes : Inde, 8 mars 2010 et 2011; et New York, 16 mai 2011;

d) En partenariat avec l'Union africaine, deux manifestations à New York : sur la paix et la sécurité en Afrique, le 25 mai 2010, avec pour orateur principal le Secrétaire général Ban Ki-moon; et sur l'Afrique et la diaspora, le 31 mai 2011, avec pour orateur de marque le Président de l'Assemblée générale, Joseph Deiss et 600 dignitaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de la Fédération ont participé à 67 réunions de diverses instances, dont : le Conseil économique et social, à New York et Genève (2008, 2009); la Conférence mondiale sur la crise financière, à Londres (2009), la Commission de la condition de la femme, à New York (2008-2011) et des programmes sur la jeunesse, le VIH, les femmes, les droits de l'homme, les objectifs du Millénaire pour le développement à Moscou, Vienne, Melbourne, Quito, Katmandou, Amman, Dakar, Harare, Tbilissi et New Delhi. Des déclarations ont été faites sur le dialogue œcuménique (8 février 2011), les droits de l'homme (12 juin 2009), la crise financière (1^{er} juin 2009), les objectifs du Millénaire pour le développement (22 septembre 2010) et la famille (15 mai 2011).

La Fédération a organisé trois manifestations parallèles pendant les cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York, les 2 et 9 mars 2010 et 2011.

Coopération avec des entités des Nations Unies

La Fédération s'est associée aux instances suivantes : l'UNESCO pour les manifestations à Paris, le 3 mars 2009; au Népal, du 14 au 21 septembre 2010; à Sainte-Lucie, le 21 septembre 2010; et au Bangladesh, le 29 novembre 2010; le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour la Conférence sur les changements climatiques, à Londres, le 2 septembre 2009; le Programme alimentaire mondial pour la marche mondiale contre la faim, au Caire, le 6 juin 2009; l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, à Genève, le 23 septembre 2009; le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, en Équateur, le 21 septembre 2010; l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pour un tournoi de football en Jordanie, le 21 septembre 2010; et l'Organisation internationale pour les migrations, pour une conférence sur le multiculturalisme et la paix, à Genève, le 23 septembre 2011. La Fédération a également collaboré avec des centres d'information de l'ONU pour des manifestations en 2011 : République tchèque, le 26 mai; Bangladesh, le 14 mai; Zimbabwe, le 21 septembre; Vienne (Autriche), le 3 juillet; Bangladesh, le 3 mai; la Géorgie et la Fédération de Russie, les 24 et 25 octobre; et l'Inde, le 30 septembre.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en organisant des programmes pour :

La prévention du VIH/sida dans les pays suivants : Honduras, Inde, Îles Salomon (2008); Jamaïque, Afrique du Sud, Îles Salomon (2009); Burkina Faso, Angola, Fédération de Russie (2010); Swaziland, Sainte-Lucie, Venezuela, République de Moldova (2011).

Des projets environnementaux : Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Mali, Liban (2008); Fédération de Russie, Kenya, Inde (2009); Malaisie, Fédération de Russie, Israël (2010), Inde, Kenya, Fédération de Russie (2011).

La rénovation d'écoles primaires : Guatemala (2008); Jamaïque, Cambodge, Inde (2009); Thaïlande, Jamaïque, Sainte-Lucie (2010); Népal, Thaïlande, Îles Salomon (2011).

L'Élimination de la pauvreté : Népal (2008); Népal, Inde (2009); Haïti (2010); Kenya (2011). Journées internationales observées : Journée internationale de la paix (2008 : 58 pays; 2009 : 40 pays; 2010 : 59 pays; 2011 : 68 lieux), Journée internationale des familles (2009 : 60 lieux; 2010 : 40 pays; 2011 : 47 nations), Journée internationale de la femme (2010 : 11 pays), Année internationale de la réconciliation : (2008-2009, 6 pays), Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle (2011 : 23 pays) et 10 autres journées internationales.

13. Vikash

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Constituée en 1986, Vikash est devenue une ONG de premier plan dans l'Odisha, œuvrant pour la durabilité des activités de développement et la protection des droits de l'homme. Vikash estime que la communauté peut contribuer au développement par ses efforts et qu'elle a simplement besoin de faciliter le processus. Elle croit en la force et au pouvoir des individus, la tâche la plus difficile consistant à faire en sorte que la communauté prenne conscience de ses propres forces et les exploite. Grâce à une approche novatrice du développement, Vikash s'emploie activement à aider les individus à s'aider eux-mêmes sans leur imposer aucun programme de développement. Ce faisant, Vikash vise à renforcer et soutenir les structures communautaires et les institutions locales. Vikash croit en l'initiative humaine et en la force et la capacité d'innovation des individus plutôt qu'à la charité. Vikash considère que « ce qui est petit est beau », tout en étant consciente du fait que les petites choses peuvent périr sans contribuer vraiment au tout. De même que les petits ruisseaux font les grandes rivières, les grandes civilisations doivent leur croissance à un ensemble de petites initiatives. L'effort commun a davantage d'impact. Vikash a décidé d'axer ses efforts sur de vastes domaines, tout en maintenant la beauté et le caractère sacré des petites choses. Fermement déterminée à aider les personnes dans le besoin, Vikash étend ses activités à 15 districts de l'État. Comme le temps déploie ses ailes vers l'infini, Vikash entend élargir la portée de son action actuelle.

Objectifs et mission de l'organisation

- Droit à une éducation de qualité
- Droit à des services de santé de base
- Droit des personnes handicapées à l'égalité des chances
- Droit de vivre dans la dignité
- Droit à un logement de qualité
- Droit à des moyens de subsistance durables
- Droit à une bonne gouvernance.

14. Virginia Gildersleeve International Fund

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Virginia Gildersleeve International Fund subventionne des projets locaux qui autonomisent les femmes et les filles de pays en développement et leur offrent de meilleures chances au sein de leurs communautés en promouvant l'égalité des sexes, l'équité en matière d'éducation, l'amélioration de la santé et la viabilité économique.

Objectifs et mission de l'organisation

L'organisation finance des projets dans les pays en développement, y compris les démocraties émergentes, qui répondent aux besoins locaux et améliorent les chances des filles et des femmes, notamment pour ce qui est de l'éducation, des savoirs fondamentaux, des soins de santé maternelle et procréative et des droits liés à la sexualité et à la procréation. Elle finance également les campagnes contre la violence familiale et des programmes et projets de sensibilisation au VIH/sida et au paludisme.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation participe aux travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Les membres du Conseil d'administration et du Comité ont assisté aux sessions qui se sont déroulées à New York en juillet 2008, 2009, 2010 et 2011. Cette participation a bénéficié du soutien des comités d'ONG sur les femmes et les migrations.

Des représentants du Fonds ont rencontré le Président de l'Assemblée générale à propos des ONG en 2010 et 2011.

Le 19 mai 2011, les membres du Conseil d'administration et un stagiaire ont assisté au débat thématique sur les migrations internationales et le développement.

Dès mars 2011, un membre du Conseil d'administration et des stagiaires ont assisté aux réunions de coordination organisées le vendredi à New York par le Bureau pour la coordination de l'aide humanitaire.

Les membres du Comité des Nations Unies ont assisté aux réunions organisées le matin par le Département de l'information durant ces quatre années et établi des rapports.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Troisième Commission de l'Assemblée générale à New York, de 2008 à 2011. Les membres du Comité des Nations Unies ont assisté aux débats sur les questions relatives aux femmes.
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Des membres du Conseil d'administration et du Comité des Nations Unies ont assisté aux sessions qui ont eu lieu chaque année en juillet à New York.
- Conseil économique et social. Des membres du Conseil d'administration et du Comité des Nations Unies ont assisté aux réunions tenues à New York en juillet 2008 et 2010.
- Les 25 et 26 juillet, un membre du Conseil d'administration et un membre du Comité des Nations Unies ont assisté à la Réunion de haut niveau sur la jeunesse tenue à New York.
- ONU-Femmes. Des membres du Conseil d'administration ont assisté à la 1^{re} séance d'orientation qui a eu lieu à New York du 24 au 26 janvier 2011, et à la 2^e séance, tenue à New York le 27 juin 2011.
- Les 7 et 8 décembre 2011, un membre du Comité des Nations Unies a assisté au Dialogue de haut niveau sur le financement du développement.

Coopération avec des entités des Nations Unies

- Sessions de la Commission de la condition de la femme; cinquante-deuxième session (New York, 25 février-7 mars 2008); cinquante-troisième session (New York, 2-13 mars 2009); cinquante-quatrième session (New York, 1^{er}-12 mars 2010); et cinquante-cinquième session (New York, 22 février-4 mars 2011). Des délégations de 20 personnes, dont le Président, le Directeur exécutif et des membres du Conseil d'administration, ont assisté à chacune d'entre elles. Des manifestations parallèles ont été organisées chaque année et des intervenants désignés pour les manifestations des ONG, dont un bénéficiaire de subvention originaire des Fidji en 2011.
- Les membres du Comité des Nations Unies ont participé chaque année à New York à des réunions du Comité chargé des organisations non gouvernementales, de l'Instance permanente sur les questions autochtones, de la Commission de la population et du développement et de la Commission du développement social.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- L'organisation a octroyé plus de 120 subventions, représentant plus de 615 000 dollars, au cours des quatre dernières années. Ces subventions contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, établis en 2000, qui concernent les femmes. La plupart d'entre elles ont été octroyées à des organisations actives en Afrique, en Asie et dans le Pacifique.
- Les subventions aux ONG assistant aux travaux de la Commission de la condition de la femme et établies en dehors des États-Unis existent depuis deux ans et seront développées.
- Un bénéficiaire de subvention originaire des Fidji a pu assister à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme.

Renseignements complémentaires

- Les membres du Fonds ont participé à nombre des réunions tenues à New York. Ils ne peuvent malheureusement pas assister aux réunions qui ont lieu hors du Siège de l'Organisation des Nations Unies. Le Fonds, s'engageant en faveur de la jeunesse et du développement, a commencé à faire appel, pour rendre compte des activités des Nations Unies, à des stagiaires qui les diffusent par le biais de Facebook, Twitter, ainsi que de blogs et de son site Web.
- Le Fonds a joué un rôle de premier plan pour le Comité chargé des organisations non gouvernementales s'agissant de l'UNICEF.
- Le Fonds a apporté un soutien au Comité chargé des ONG sur la condition de la femme par le biais de son comité de planification en 2010 et 2011.

15. VIVAT International

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

VIVAT International est un réseau organisé s'intéressant à la justice sociale, au développement, à la paix et à l'écologie.

Contribution à des activités des Nations Unies

VIVAT a été membre de certains comités d'ONG ayant leur siège à New York; membre et secrétaire du comité sur le financement du développement; secrétaire chargé des communications, deuxième Décennie internationale des populations autochtones; Comité directeur, Groupe de travail sur les filles; équipe exécutive, droits de l'homme; équipe de base, Comité pour la lutte contre la traite d'êtres humains; membre fondateur, Groupe de travail sur les mines; et membre du Comité sur le VIH/sida et les migrations. VIVAT International a organisé une campagne de signatures pour soutenir l'Initiative de protection sociale minimale, facilité les débats entre les membres et contribué à la consultation sur le projet de principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme et mené des consultations au niveau local sur la réinsertion sociale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de VIVAT ont participé aux sessions des commissions techniques du Conseil économique et social sur le développement social, la condition de la femme et le développement durable; de l'Instance permanente sur les questions autochtones; de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, à Doha, en 2008; de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Poznan, en décembre 2008; au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, à Salvador (Brésil), en avril 2010; à la dix-huitième Conférence internationale sur le sida à Vienne, en juillet 2010; au Colloque, organisé par le Groupe mondial sur la migration et l'UNICEF, sur le thème de la migration et de la jeunesse au service du développement, à New York, en mai 2011; à l'audition informelle interactive de la société civile (quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés), en avril 2011; a formulé des suggestions pour les documents finals des quarante-sixième à quarante-neuvième sessions de la Commission du développement social; de la cinquante-deuxième à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme; et de la dix-septième à la dix-neuvième session de la Commission du développement social. VIVAT a présenté des déclarations écrites lors de l'examen ministériel annuel (E/2010/NGO/69); et de la quarante-neuvième session de la Commission du développement social (E/CN.5/2011/NGO/17).

Manifestations parallèles organisées :

- La Terre et la spiritualité des peuples autochtones, New York, 5 janvier 2008;
- Journée de la Terre, New York, 22 avril 2009; projection du documentaire de Dorothy Stang, 6 mai 2009;

- Intégration sociale dans le secteur minier et libre consentement préalable et éclairé, 8 février 2010;
- Industrie minière, justice pour les femmes et droits des femmes, 10 mars 2010;
- Pauvreté et changements climatiques – Voix du gouvernement, de la population et des ONG, 14 février 2011;
- VIVAT s'est exprimée lors de la manifestation parallèle sur l'exploitation minière de la dix-huitième session de la Commission du développement durable, le 3 mai 2010;
- « Oui à la terre! Non au barrage! Cycles de mobilisation efficaces », 4 mai 2010;
- « Promouvoir la réinsertion sociale : les voix des communautés », 15 février 2011.

Coopération avec des entités des Nations Unies

VIVAT a participé à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme entre 2008 et 2011. Ses membres ont bénéficié d'une formation à Genève lors des sessions du Conseil des droits de l'homme, assisté aux travaux de la sixième à la onzième session du groupe de travail sur l'examen périodique universel; et participé à la Conférence de l'Organisation internationale du Travail (Palais des Nations, Genève, 2010). VIVAT a présenté une déclaration écrite au Conseil des droits de l'homme à sa douzième session, au titre du point 9 de l'ordre du jour, Droits de l'homme et communautés autochtones (A/HRC/12/NGO/26). L'organisation a coparrainé une déclaration lors de la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme en septembre 2011 (A/HRC/18/NGO/11). Elle a soumis un rapport à James Anaya, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, en juillet 2010. VIVAT a participé à la dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Nagoya (Japon), 2010) et organisé deux manifestations parallèles, à savoir : I.D.2188 et I.D.2189, les 26 et 27 octobre, respectivement. L'organisation a fourni des informations au Groupe d'experts du Secrétaire général sur Sri Lanka, en 2010; organisé, avec le Groupe des relations avec les ONG du Département de l'information, une séance d'information des ONG intitulée « Les droits de peuples autochtones, les industries extractives et le développement : la nécessité d'un consentement préalable et éclairé », le 28 avril 2011. Elle a participé aux conférences du Groupe des relations avec les ONG du Département de l'information, à Paris, en 2008, au Mexique, en 2009 ; en Australie, en 2010 ; et à Bonn, en 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

VIVAT a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, en Océanie, dans les Amériques et en Europe :

- Objectif n° 1 : réduire l'extrême pauvreté et la faim : nombre de bénéficiaires : 34 892;
- Objectif n° 2 : assurer l'éducation primaire pour tous : éducation dispensée à 253 465 enfants;

- Objectif n° 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : nombre de femmes et de filles ayant reçu une formation à l'aptitude à la vie courante : 53 729; nombre de personnes de sexe féminin ayant reçu une formation professionnelle : 43 865; nombre de femmes et de filles ayant été vaccinées ou ayant bénéficié de soins pré et postnatals : 18 234;
- Objectif n° 6 : combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies : nombre de bénéficiaires d'une action de prévention du VIH/sida et de sensibilisation : 26 397 614; nombre de personnes infectées par le VIH ayant bénéficié de services : 24 813; nombre de personnes ayant reçu un traitement contre le paludisme : 124 963; nombre de bénéficiaires d'un traitement antirétroviral : 10 745;
- Objectif n° 7 : préserver l'environnement : 449 016 arbres ont été plantés : les initiatives de sensibilisation ont permis de toucher environ 1,2 million d'individus.

Renseignements complémentaires

VIVAT, par le biais de son site Web, a publié des bulletins d'information trimestriels sur les commissions, les réunions et les activités des Nations Unies. En outre, les membres de l'organisation ont fait connaître aux communautés locales les priorités des Nations Unies. Dans le cadre d'ateliers régionaux organisés au Brésil, en juillet 2008; en Bolivie, en juillet 2009; au Kenya, en janvier 2010; aux États-Unis, en avril 2010; en Équateur, en octobre 2010; en Inde, en août 2011; et en République démocratique du Congo, en août 2011, VIVAT a présenté des informations sur les Nations Unies, les structures et procédures de base du système, l'interaction de VIVAT avec les instances des Nations Unies, en particulier le Conseil économique et social, et sa contribution aux travaux et le rôle des ONG. VIVAT a encouragé les initiatives en faveur de la Journée internationale de la paix, la Journée des droits de l'homme; la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et la Journée mondiale de la lutte contre le sida.